



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Le pouvoir adjudicateur : Caisse d'Allocations Familiales d'Ille et Vilaine

ACCORD-CADRE n° PA 08-2025

**Mise en place de sessions de formations portant sur les  
dispositifs nationaux relevant du pôle de compétences de  
l'EGOC**

**Accord-cadre passé en procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et  
R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique**

## Table des matières

PREAMBULE.....	5
A - Le fonctionnement des dispositifs nationaux en matière de formations.....	5
B - Le rôle de l'Egoc .....	5
C - La convention constitutive de groupement .....	7
Article 1 – L'Acheteur .....	7
Article 2 – Le groupement de commandes .....	8
Article 3 – L'objet du contrat.....	8
Article 4 – La Décomposition du contrat.....	9
4.1 - Type de marché.....	9
4.2 - Forme du marché .....	9
4.3 – Décomposition du marché .....	10
4.4 – Estimations par lot.....	10
Article 5 – Les modalités de mise en œuvre des prestations par bons de commande.....	10
Article 6 – Le(s) Lieu(x) d'exécution .....	11
Article 7 – La réglementation .....	11
Article 8 – Les pièces constitutives du marché.....	11
Article 9 – La durée du contrat – le délai d'exécution des prestations .....	12
9.1 - Durée du contrat - Délai d'exécution .....	12
9.2 - Reconduction.....	12
9.3 – Emission des commandes et délai d'exécution.....	12
9.4 - Exécution complémentaire .....	12
Article 10 – Le(s) Prix et le(s) règlement(s) .....	12
10.1 - Contenu des prix.....	12
10.2 - Prix de règlement .....	13
10.3 - Révision des prix.....	13
Article 11 – Les modalités de règlement .....	14
11.1 - Facturation .....	14

11.2 – Echéances et périodicité des paiements .....	14
11.3 - TVA .....	14
11.4 - Délai global de paiement – Intérêts moratoires .....	14
Article 12 – Les engagements du titulaire .....	15
12.1 – Obligation de mettre en place l'équipe présentée lors de son dépôt d'offre.....	15
12.2 – Obligation de répondre aux sollicitations du pouvoir adjudicateur.....	15
12.3 – Non satisfaction avérée d'un formateur .....	15
12.4 – Eviction du titulaire.....	16
Article 13 – Les opérations de vérification .....	16
Article 14 – Les pénalités.....	16
14.1 – Pénalités de retard .....	16
14.2 - Pénalités en cas de non-respect du code du travail.....	16
14.3 - Règles générales relatives à l'application des pénalités .....	17
Article 15 – La sous-traitance .....	17
Article 16 – Les Responsabilités / Assurances / Confidentialités / Données à caractère personnel .....	18
16.1 - Responsabilités.....	18
16.2 - Assurances.....	18
16.3 – Confidentialité des données.....	18
16.4 – Traitement des données à caractère personnel.....	19
Article 17 – Les obligations de neutralité et laïcité .....	19
Article 18 – La constatation de l'exécution et garantie.....	19
18.1 - Opérations de vérifications-décisions après vérifications .....	19
18.2 - Garantie.....	19
Article 19 – Propriété Intellectuelle et Artistique .....	19
Article 20 – L'annulation par le pouvoir adjudicateur.....	20
Article 21 – L'annulation par le titulaire.....	20
Article 22 – L'annulation, report ou évolutions du fait de crise(s) sanitaire(s).....	20

Article 23 – Le changement dans la situation du titulaire.....	20
23.1 - Changement sans création d’une nouvelle personne morale .....	20
23.2 - Changement entraînant la création d’une nouvelle personne morale.....	20
Article 24 – Résiliation .....	21
Article 25 – Litiges .....	21
Article 26 – Dérogations au C.C.A.G-PI.....	21

## **PREAMBULE**

### A - Le fonctionnement des dispositifs nationaux en matière de formations

La Branche Famille du régime général de la Sécurité sociale, c'est-à-dire la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) et les 101 Caisses d'allocations familiales (Caf), a pour mission le financement et la gestion du régime des prestations familiales et des interventions d'action sociale familiale. Ces missions s'articulent dans une approche transversale en vue d'élaborer une offre globale de service aux allocataires. La Cnaf définit la stratégie des allocations familiales et des politiques d'action sociale dans le cadre d'orientations fixées avec l'État.

Le développement des compétences de l'ensemble des collaborateurs de la Branche constitue une des priorités stratégiques inscrites dans la convention d'objectifs et de gestion 2023-2027.

Le projet de réorganisation de la formation professionnelle au sein de la Branche famille, piloté par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), répond ainsi, à un double enjeu : « améliorer l'efficacité de la formation professionnelle » ; prendre en compte les évolutions législatives portées par loi du 5 septembre 2018, sur le renforcement de l'obligation de formation et la création d'un nouveau système de financement.

Dans ce cadre, le modèle d'une organisation mutualisée des ressources administratives et formatives, déconcentrée au niveau régional, autour de Caf pivots désignées, est retenu. Une instance nationale d'appui à la formation (l'Inaf), copilotée par le département des ressources humaines du réseau et par le directeur de la Caf de Seine Maritime veille à l'harmonisation des dispositifs et au déploiement de la politique de formation sur le territoire.

En parallèle, la mission portant sur l'avenir de l'Institut 4.10 qui redéfinit son périmètre d'intervention, son modèle économique et son mode de gouvernance, acte, pour la branche Famille, l'internalisation de dispositifs de formation se situant hors du champ des métiers spécifiques de la Sécurité sociale qui concernent à ce jour : les métiers de chargés d'études (Perspicaf), de l'administration de la paye et du personnel (Mapp) et de l'action sociale (contrôleur en action sociale, chargé de conseil et de développement, gestionnaire-vérificateur aides financières collectives).

Le pilotage et le déploiement de ces dispositifs sont confiés à l'institut régional de formation des allocations familiales (l'Irfaf) et à l'Entente du grand ouest et du centre (l'Egoc), désignés organismes de formation pour la branche Famille.

### B - Le rôle de l'Egoc

Le groupement est constitué des Caf non-membres de l'Egoc, et de l'Egoc pour le compte des CAF adhérentes. L'Egoc étant une entente de Caf, placée au sein de la Caf d'Ille-et-Vilaine.

Plus exactement, les Caisses d'allocations familiales de Bretagne, de Normandie, du Centre Val-de-Loire, des Pays-de-la-Loire, de la Nouvelle Aquitaine et de la Caf de la Moselle ont confié à L'EGOC (Entente du Grand Ouest et du Centre pour le perfectionnement des personnels des caisses d'allocations familiales) une partie de leur compétence en matière de formation, conformément à l'article L122-7 du Code de la Sécurité sociale.

L'Egoc ne dispose pas de la personnalité juridique. Elle est administrativement placée sous l'égide de la Caf d'Ille-et-Vilaine. Le pouvoir adjudicateur est donc la Caf d'Ille-et-Vilaine, représentée par sa directrice, Madame Tania CONCI-HINGANT.

Cependant, l'Egoc dispose d'une autonomie de gestion importante. L'assemblée générale est composée des directeurs des organismes membres, de l'agent comptable de la Caf de Rennes, de délégués régionaux présidents des commissions régionales formation, d'un cadre d'action sociale et d'un cadre administratif désignés par chaque commission régionale Formation. Cette assemblée générale se réunit une fois par an. Elle décide des orientations de l'Egoc, du choix des objectifs et des moyens à y consacrer. C'est au Bureau,

constitué de deux agents de direction par région et du directeur de la Caf d'Ille et Vilaine, que revient le rôle d'exécuter les décisions de l'assemblée générale.

Le délégué général, élu par l'assemblée générale, préside l'assemblée générale, le Bureau et veille au bon fonctionnement de l'Egoc, en accord avec le Directeur de la Caf d'Ille et Vilaine. Des commissions pédagogiques régionales sont constituées au niveau de chaque région. Elles rassemblent les demandes locales des Caf en vue d'élaborer des programmes d'action à tout niveau en conformité avec les attentes et projets des organismes. Le financement est assuré par le versement d'une cotisation annuelle de ses membres. Le budget de l'Egoc est autonome, voté par l'assemblée générale.

L'Egoc résulte donc d'une coopération dite « horizontale », conformément à l'article L.2511-6 du Code de la commande publique.

C'est à ce titre que l'Egoc passe des marchés publics pour répondre aux besoins en matière de formation de ses Caf adhérentes, sans que celles-ci n'aient besoin de signer une convention de groupement avec l'Egoc.

Les caf adhérentes à cette entente sont :

<b>Région Normandie</b> FR 251 Calvados (14) FR 231 Eure (27) FR 252 Manche (50) FR 253 Orne (61) FR 232 Seine-Maritime (76)	<b>Région pays de la Loire</b>  FR 511 Loire-Atlantique (44) FR 513 Mayenne (53) FR 512 Maine et Loire (49) FR 514 Sarthe (72) FR 515 Vendée (85)
<b>Région Bretagne</b> FR 523 Ille et Vilaine (35) FR 524 Morbihan (56) FR 522 Finistère (29) FR 521 Cotes d'Armor (22)	<b>Région Nouvelle Aquitaine</b> FR 531 Charente (16) FR 532 Charente-Maritime (17) FR 632 Creuse (23) FR 611 Dordogne (24) FR 612 Gironde (33) FR 613 Landes (40) FR 614 Lot-et-Garonne (47) FR 615 Pyrénées-Atlantiques (64) FR 534 Vienne (86) FR 633 Haute Vienne (87)
<b>Région Centre - Val de Loire</b> FR 241 Cher (18) FR 242 Eure-et-Loir (28) FR 243 Indre (36) FR 244 Indre-et-Loire (37) FR 245 Loir-et-Cher (Dpt 41) FR 246 Loiret (45)	<b>Région Grand Est</b> FR 413 Moselle (57)

## C - La convention constitutive de groupement

L'EGOC et les Caf (hors Caf membres de l'EGOC) ont constitué un groupement de commandes, dont le coordonnateur est la Caf d'Ille-et-Vilaine (caf 35, pouvoir adjudicateur sur lequel s'appuie l'Egoc).

Les Caf parties de ce groupement :

<b>Caf partie du groupement :</b>		
1 - Caf d'Ille-et-Vilaine / Egoc (35) :	Coordonnateur du groupement	
2 - Les Caf adhérentes à l'EGOC :	Cf. recensement des Caf en <b>Préambule – paragraphe «B»</b>	
<b>3 - Autres Caf membres du groupement (signature convention) :</b>		
FR 711 Ain (011)	FR 813 Hérault (348)	FR 717 Savoie (731)
FR 221 Aisne (028)	FR 714 Isère (388)	FR 718 Haute-Savoie (741)
FR 721 Allier (031)	FR 432 Jura (391)	FR 101 Paris (751)
FR 821 Alpes de Haute-Provence (041)	FR 715 Loire (428)	FR 102 Seine-et-Marne (771)
FR 822 Hautes Alpes (051)	FR 723 Haute-Loire (431)	FR 103 Yvelines (781)
FR 823 Alpes-Maritimes (061)	FR 625 Lot (461)	FR 533 Deux-Sèvres (791)
FR 712 Ardèche (078)	FR 614 Lot-et-Garonne (471)	FR 223 Somme (801)
FR 211 Ardennes (081)	FR 814 Lozère (481)	FR 627 Tarn (811)
FR 621 Ariège (091)	FR 213 Marne (511)	FR 628 Tarn-et-Garonne (821)
FR 212 Aube (101)	FR 214 Haute-Marne (521)	FR 825 Var (831)
FR 811 Aude (111)	FR 411 Meurthe-et-Moselle (541)	FR 826 Vaucluse (841)
FR 622 Aveyron (121)	FR 412 Meuse (551)	FR 414 Vosges (881)
FR 824 Bouches-du-Rhône (131)	FR 262 Nièvre (581)	FR 264 Yonne (891)
FR 722 Cantal (151)	FR 301 Nord (598)	FR 434 Territoire de Belfort (901)
FR 631 Corrèze (191)	FR 222 Oise (608)	FR 104 Essonne (911)
FR 831 Corse du Sud (201)	FR 302 Pas-de-Calais (623)	FR 105 Hauts-de-Seine (921)
FR 832 Haute Corse (202)	FR 724 Puy-de-Dôme (631)	FR 106 Seine-Saint-Denis (931)
FR 261 Cote d'Or (211)	FR 626 Hautes-Pyrénées (651)	FR 107 Val-de-Marne (941)
FR 611 Dordogne (241)	FR 815 Pyrénées-Orientales (661)	FR 108 Val d'Oise (951)
FR 431 Doubs (253)	FR 421 Bas-Rhin (671)	FR 910 Guadeloupe (971)
FR 713 Drôme (261)	FR 422 Haut-Rhin (681)	FR 920 Martinique (972)
FR 812 Gard (301)	FR 716 Rhône (698)	FR 930 Guyane (973)
FR 623 Haute-Garonne (311)	FR 433 Haute-Saône (701)	FR 940 Réunion (974)
FR 624 Gers (321)	FR 263 Saône-et-Loire (711)	FR     Mayotte (976)

## **Article 1 – L'Acheteur**

**L'acheteur est la Caf d'Ille et Vilaine**, qui est le coordonnateur du groupement de commandes.

Le point de contact lors de l'exécution de l'accord-cadre est Monsieur Philippe LACHAUD – Sous-Directeur – Responsable de l'EGOC

Coordonnées : CAF d'Ille-et-Vilaine - Site de l'EGOC – Cours des Alliés – 35028 RENNES Cedex 9

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable de la Caf d'Ille-et-Vilaine.

## Article 2 – Le groupement de commandes

Conformément à l'article 7 de la convention de groupement, le coordonnateur a en charge la passation, la notification et l'exécution de l'accord-cadre.

Le coordonnateur est ainsi en charge de :

### S'agissant des actes de passation :

- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation en accord avec les autres membres ;
- Recenser les besoins des membres du groupement ;
- Élaborer les documents de la consultation de l'accord-cadre ;
- Assurer la publication des avis d'appel public à la concurrence, l'envoi des dossiers de consultation aux candidats, la transmission des informations complémentaires auprès des candidats avant la réception des offres, le cas échéant ;
- Assurer la réception des offres ;
- Assurer le cas échéant le secrétariat de la commission des marchés et désigner les rapporteurs techniques et juridiques préposés aux travaux de la commission ;
- Envoyer, le cas échéant, les convocations aux réunions de la commission des marchés, rédiger les procès-verbaux des commissions et les transmettre à l'autorité de tutelle ;
- Effectuer si nécessaire les demandes de précisions sur les offres remises et de procéder à la mise au point de l'accord-cadre ;
- Demander les pièces justificatives à l'attributaire ;
- Informer les membres du groupement du candidat retenu
- Informer les candidats non retenus et retenus ;
- Signer l'accord-cadre ;
- Notifier l'accord-cadre ;
- Procéder à la publication de l'avis d'attribution ;

### S'agissant des actes d'exécution, d'assurer la bonne exécution de l'accord-cadre, en particulier :

- Émettre les bons de commande
- Informer, le cas échéant, les membres du groupement, en amont, de tout projet d'avenant à l'accord-cadre
- Signer, le cas échéant, les avenants à l'accord-cadre
- Informer, le cas échéant, les membres du groupement, en amont, de tout projet de reconduction de l'accord-cadre
- Décider, le cas échéant, de la reconduction de l'accord-cadre
- Informer, le cas échéant, les membres du groupement, en amont, de tout projet de résiliation de l'accord-cadre
- Décider, le cas échéant, de la résiliation de l'accord-cadre
- Appliquer, le cas échéant, aux pénalités
- Assurer le paiement des prestations réalisées

Par ailleurs, l'organisme coordonnateur rend compte aux autres membres du groupement des conditions dans lesquelles s'est opérée la sélection des prestataires. Il tient à leur disposition les informations relatives à l'activité du groupement.

## Article 3 – L'objet du contrat

Le présent accord cadre vise à concevoir, animer et actualiser des formations sur les dispositifs nationaux relevant du pôle de compétences de l'EGOC.



L'objet du marché et les prestations attendues sont décrits au CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) et en son annexe 1 « objectifs par lot ».

Code CPV n° 80500000 : Formation

N° 80511000 : Formation du personnel

Le présent accord-cadre porte sur des services de formation. Il a été passé sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et en son annexe 1 au CCTP - CAF 35 / Egoc n° PA 08/2025.

## Article 4 – La Décomposition du contrat

### 4.1 - Type de marché

Le marché est un marché public de prestations intellectuelles soumis aux dispositions Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI), issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

### 4.2 - Forme du marché

L'accord-cadre est attribué à plusieurs opérateurs économiques.

L'accord-cadre est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 et suivants. L'accord-cadre est **multi attributaires**. Pour chaque lot seront retenus **trois titulaires**, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Le marché est un accord-cadre exécuté par la conclusion de bons de commande (BDC).

Le marché est un **un accord-cadre, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande selon les seuils suivants :**

- ☐ Seuil minimum : sans objet
- ☒ Seuil maximum : ...740 000.00 € HT

Conformément à l'article R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, les bons de commande sont des documents écrits adressés aux titulaires de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité. L'émission de bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires.

Le montant estimatif de ces prestations sur la durée totale du marché (périodes de reconductions comprises) est de : 493 000.00 € HT (tous lots confondus)

Les formations sont prioritairement des formations réalisées en présentiel mais elles sont à adapter en formations en distanciel.

### 4.3 – Décomposition du marché

L'accord-cadre est décomposé de la manière suivante :

Numéro et intitulé du lot	Thématiques / Modules de formation
Lot n°1	Communication
Lot n°2	Approches comptable et budgétaire des équipements
Lot n°3	Animation du projet de territoire et des dynamiques collectives territoriale
Lot n°4	Dynamique d'équipe
Lot n°5	Négociateur en situation complexe

### 4.4 – Estimations par lot

Chaque lot est passé sans minimum et AVEC un maximum.

Les estimations sont données à titre indicatif et ne présentent pas un caractère obligatoire.

Les montants sont les suivants :

Lots	Montant <u>estimatif</u> en HT par an	Montant <u>estimatif</u> en HT sur la durée totale du marché (période de reconduction comprise)	Montant maximum des prestations commandées par bon de commande par l'EGOC (périodes de reconductions comprises)
Lot 1 – Communication	Estimation : 11 200 €	Estimation : 44 800 €	74 000 € HT
Lot 2 – Approches comptable et budgétaire des équipements	Estimation : 74 250 €	Estimation : 297 000 €	436 000 € HT
Lot 3 – Animation du projet de territoire et des dynamiques collectives territoriale	Estimation : 21 600 €	Estimation : 86 400 €	110 000 € HT
Lot 4 – Dynamique d'équipe	Estimation : 8 100 €	Estimation : 32 400 €	50 000 € HT
Lot 5 – Négociateur en situation complexe	Estimation : 8 100 €	Estimation : 32 400 €	70 000 € HT

## Article 5 – Les modalités de mise en œuvre des prestations par bons de commande

Les modalités de commandes des prestations sont effectuées auprès des titulaires de l'accord-cadre multi-attributaires. Les titulaires du lot concerné seront sollicités au fur et à mesure des besoins de la manière suivante :

- L'EGOC s'adressera en priorité au titulaire arrivé premier lors de l'analyse des offres pour l'accord-cadre. En cas de refus de ce dernier pour répondre à la demande d'intervention, l'EGOC CAF 35 / Egoc PA n° 08/2025 – « Sessions de formations des dispositifs nationaux relevant du pôle de compétences de l'Egoc » - CCAP v1

s'adressera au titulaire arrivé deuxième lors de la sélection de l'accord-cadre. En cas de refus de ce dernier, l'EGOC s'adressera au troisième titulaire.

A l'issue du processus de demande d'intervention et dès enregistrement d'un nombre suffisant d'inscription sur le site de l'EGOC (cf. article 5 du CCTP – la mise en œuvre des formations nationales), **l'EGOC notifie, pour accord, le bon de commande signé à l'organisme de formation retenu** et en charge de l'animation de la session. L'EGOC adresse au prestataire de formation le lieu retenu de la formation, les modalités d'accueil, l'effectif des participants...

## Article 6 – Le(s) Lieu(x) d'exécution

Les formations seront dispensées dans des salles de formation réservée par l'EGOC. Les lieux dédiés au déroulement des formations mis à disposition seront équipés des moyens matériels nécessaires pour leur bonne exécution.

Pour l'ensemble des lots, les lieux d'exécution pressentis des prestations seront précisés dans le pré-bon de commande associé à chaque demande. Par principe, les sessions de formation **seront prioritairement organisées en France métropolitaine**.

Les agents des organismes situés dans les territoires d'Outre-Mer **seront intégrés en priorité aux sessions planifiées en Métropole**.

Toutefois, si un organisme situé en Outre-Mer exprime une demande spécifique pour une formation en présentiel sur son territoire, un pré-bon de commande spécifique accompagné d'une **demande de devis complémentaire** seront adressés au(x) titulaire(s) du marché au moment de la survenance du besoin. Cette demande sera formulée par l'EGOC.

## Article 7 – La réglementation

Le marché est passé dans le cadre de la réglementation applicable par les Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général, selon l'article L124-4 du Code de la Sécurité Sociale, l'arrêté du 19 juillet 2018 pris pour son application et conformément aux dispositions du Code de la commande publique issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

## Article 8 – Les pièces constitutives du marché

Le marché sera constitué des pièces suivantes, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'Acte d'Engagement du titulaire (ATTRI 1) et son Annexe financière (joint à l'offre du titulaire)
- 2) Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'organisme coordonnateur fera foi.
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'organisme coordonnateur fera foi.
- 4) Le C.C.A.G.- PI (Cahier des Clauses Administratives Générales – prestations intellectuelles).
- 5) Le cadre de réponses technique et performance environnementale joint à l'offre du titulaire.
- 6) La convention clauses de sous-traitance portant sur le traitement des données personnelles (annexe RGPD signée avec le(s) candidat(s) retenu(s))
- 7) Le cadre de réponse RGPD joint à l'offre du titulaire et le cas échéant le(s) cadre(s) de réponse RGPD de co-contractant(s) et/ou sous-traitant(s)

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire (conditions générales de vente du titulaire, tarifs, documentation...), et contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du présent accord-cadre, est réputée non écrite.

## **Article 9 – La durée du contrat – le délai d'exécution des prestations**

### 9.1 - Durée du contrat - Délai d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période de TROIS ans, à compter de sa notification.

L'exécution de l'accord-cadre commencera à partir de l'émission du premier bon de commande.

### 9.2 - Reconduction

L'accord-cadre peut être reconduit UNE (1) fois, par période de 12 mois, sans que sa durée totale n'excède 48 mois à compter de sa date de notification. La reconduction de l'accord-cadre est tacite. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

Le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision unilatérale de non-reconduction de l'accord-cadre au moins TROIS (3) mois avant la date d'échéance de la première période d'exécution de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception, de sa volonté de ne pas reconduire l'accord-cadre.

### 9.3 – Emission des commandes et délai d'exécution

L'émission des bons de commande s'effectuera au fur et à mesure de la survenance des besoins.

L'émission des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution des bons de commande ne pourra pas excéder 1 mois après la date de fin du marché.

### 9.4 - Exécution complémentaire

Sans objet.

## **Article 10 – Le(s) Prix et le(s) règlement(s)**

### 10.1 - Contenu des prix

Les prix forfaitaires indiqués à l'annexe financière sont toutes charges comprises, ils sont réputés comprendre l'ensemble des prestations décrites au CCTP ainsi que les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des intervenants. Seuls les territoires d'Outre-Mer pourront faire l'objet d'une demande de devis complémentaire, mentionnant le coût jour d'intervention et portant sur les frais liés à une formation en présentiel sur place : déplacement, hébergement, restauration des intervenants, ainsi que tout autre coût associé. Dans ce cadre exclusivement, à savoir formation assurée sur un territoire d'Outre-Mer, un pré-bon de commande spécifique sera adressé au(x) titulaire(s) du marché par l'EGOC, accompagné d'une demande de devis détaillé. Ce devis devra être fourni par le titulaire, avec les justificatifs

nécessaires à l'appui des coûts présentés. Le montant du devis viendra s'ajouter au tarif forfaitaire prévu au tableau de prix pour la session concernée.

En complément de l'article 10 du C.C.A.G-PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et de contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

## 10.2 - Prix de règlement

**Les prix forfaitaires du marché sont traités** sur la base du tableau de prix (annexe 3 à l'ATTRI1).

## 10.3 - Révision des prix

Les prix resteront fermes la première année d'exécution du marché, au-delà et si le marché est reconduit, ils pourront être révisés par l'entreprise selon la formule suivante :

$$P = Po \left( 0,70 \times \frac{Sy}{Sy0} + 0,30 \times \frac{FSD1}{FSD10} \right)$$

dans laquelle :

P = Prix révisé

Po = Prix d'origine

Syo = Index SYNTEC révisé du mois de la notification du marché, publié par la fédération Syntec ou Le Moniteur

Sy = Index SYNTEC révisé du mois de la révision des prix, publié par la fédération Syntec ou Le Moniteur

FSD1o = Indice des Frais et Services Divers du mois de la notification, publié par le Moniteur

FSD1 = Indice des Frais et Services Divers du mois de la révision des prix, publié par le Moniteur

Le dernier indice du mois de la révision est le dernier indice connu au moment de l'application de la formule.

La revalorisation ne pourra s'appliquer que pour les actions de formation dont le démarrage sera postérieur à la date anniversaire du contrat.

L'application de la révision incombera au titulaire dans sa facturation. A l'appui de sa facture comportant le prix révisé, le titulaire doit fournir les justificatifs (notamment la copie des indices mentionnés dans la formule ci-dessus) permettant à l'organisme de contrôler les paramètres de la formule de révision.

Un mois avant que la révision ne soit applicable, un bordereau des prix révisés, conforme, devra être transmis par le titulaire à la Caisse d'Allocations Familiales d'Ille-et-Vilaine, afin d'être accepté formellement. Il servira de pièce justificative lors de l'établissement des factures.

La révision se fera à la hausse comme à la baisse.

**NOTA :**

En cas de disparition de l'indice, la Caisse d'Allocations Familiales d'Ille-et-Vilaine lui substituera l'indice publié par l'INSEE remplaçant ou un indice analogue reflétant les mêmes réalités économiques.

## Article 11 – Les modalités de règlement

### 11.1 - Facturation

Les factures afférentes au marché sont établies, en un seul exemplaire original, portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° Siren ou Siret et adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- le numéro du marché
- le numéro de bon de commande
- le détail de la prestation exécutée et l'intitulé du marché
- le montant hors T.V.A. de l'intervention
- le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant
- le montant toutes taxes comprises de la facture
- le cas échéant, tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération
- la date d'exécution des prestations.

Le titulaire apportera un soin particulier à l'établissement de sa facture.

Les factures seront envoyées par le biais de Chorus Pro (code service « 003 – Formations Egoc ») avec l'entête suivante :

**CAF 35 - EGOC**  
Cours des Alliés  
35028 RENNES Cedex 9

### 11.2 – Echéances et périodicité des paiements

Les paiements s'effectueront pour chaque session objet d'un bon de commande à réception de facture sur service fait, par virement au compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement. L'unité monétaire retenue est l'Euro.

### 11.3 - TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Si le candidat bénéficie, dans le cadre de son activité professionnel, d'une exonération de TVA conformément à l'article 261-7-1-b du CGI, **fournir les éléments justificatifs.**

### 11.4 - Délai global de paiement – Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est calculé dans les conditions précisées aux articles L.2192-12 et suivants du Code de la commande publique. Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture par les organismes adhérents.

Le défaut de paiement dans ce délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ainsi que le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros à son profit. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## Article 12 – Les engagements du titulaire

### 12.1 – Obligation de mettre en place l'équipe présentée lors de son dépôt d'offre

Le titulaire s'engage à mettre en place l'équipe qu'il a présenté lors de son dépôt d'offre. Le titulaire désigne au sein de cette équipe un collaborateur permanent ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du marché. Ce correspondant a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations. **Nous requérons une constance de ce correspondant et souhaitons éviter les changements de référent en cours de projet.**

Toutefois, en cas de départ d'un membre de l'équipe, le titulaire doit en aviser immédiatement la Personne Responsable du Marché, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire est responsable de l'adéquation des compétences de ses collaborateurs avec les besoins exprimés par les organismes bénéficiaires et/ou l'EGOC.

**Toute modification de l'organisation du personnel affecté à la réalisation des prestations doit faire l'objet d'un accord de l'Egoc.**

A cet effet, le titulaire prendra contact avec l'EGOC afin de présenter les modifications envisagées.

La nouvelle organisation devra être confirmée par écrit (courrier électronique) par le titulaire.

La mise en œuvre de cette nouvelle organisation est subordonnée à l'accord exprès de l'EGOC ou, à défaut, à l'absence de réponse écrite dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception du mail du titulaire.

Passé ce délai, et sauf opposition écrite de l'EGOC, l'accord sera réputé acquis.

### 12.2 – Obligation de répondre aux sollicitations du pouvoir adjudicateur

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, pour toute sa durée, à répondre à chaque émission de bons de commande qui lui seront adressés conformément aux conditions déterminées dans son offre initiale.

Le titulaire doit motiver son absence de réponse. Seront acceptées, l'indisponibilité momentanée ou accidentelle, pour des causes indépendantes de la volonté du titulaire, de moyen ou de matériel. La réalité de la motivation sera appréciée par le pouvoir adjudicateur.

Si aucun des titulaires ne répond à la sollicitation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer une commande auprès d'un autre prestataire.

### 12.3 – Non satisfaction avérée d'un formateur

Dans le cadre des évaluations de fin de stage et des évaluations différées menées par l'EGOC en collaboration avec les stagiaires et leur hiérarchie, s'il apparaît qu'un formateur ne donne pas satisfaction à

plus de 2 formations, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander le remplacement de ce formateur pour les sessions de formations ultérieures et jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

#### 12.4 – Eviction du titulaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire de l'accord-cadre dans les cas suivants :

- en l'absence des réponses non justifiées aux demandes d'intervention,
- en cas de mauvaise exécution d'une ou plusieurs prestations notamment à l'issue d'une ou plusieurs actions de remédiations.

### **Article 13 – Les opérations de vérification**

Les opérations de vérifications seront réalisées dans les conditions prévues au CCAG-PI.

Conformément au CCAG PI, l'organisme dispose de 2 mois à compter de la fin d'exécution des prestations prévues au CCTP, pour procéder soit à l'admission des prestations soit à leur ajournement, leur rejet ou leur réfaction. A défaut de décision de l'organisme dans ce délai, les prestations sont réputées admises à l'issue de ce délai de 2 mois.

### **Article 14 – Les pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, lorsque le bénéficiaire juge qu'une prestation est inacceptable et que le titulaire n'a pas de son fait respecté les délais contractuels d'exécution, ce dernier encourt des pénalités.

#### 14.1 – Pénalités de retard

Toute absence d'un intervenant non anticipée, sans qu'une solution de remplacement n'ait été proposée par le titulaire et agréée par le pouvoir adjudicateur pour la poursuite de la formation : 100 €, par heure d'absence (rappel les durées de formation journalière s'élèvent à 7 h de formation par jour). Toute heure entamée est due.

#### 14.2 - Pénalités en cas de non-respect du code du travail

Conformément à l'article D8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de remettre au pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la date d'effet du marché et ce jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :



- a) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- c) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription

Si le titulaire du marché est établi ou domicilié à l'étranger, il devra remettre les documents imposés conformément à l'article D.8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

En cas de non délivrance de ces documents, le Titulaire sera mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de les délivrer ou de présenter des observations dans un délai de 15 jours.

En cas de mise en demeure infructueuse, il sera prononcé :

- Soit la résiliation du marché aux torts du Prestataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques
- Soit appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du code du travail, dont le montant est fixé à 10 % du montant du marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues par le titulaire en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail

### 14.3 - Règles générales relatives à l'application des pénalités

Les pénalités sont appliquées directement sans qu'il soit nécessaire de mettre le titulaire en demeure.

Le montant de la pénalité est plafonné au montant dû par l'organisme concerné au titre du marché. Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G-PI, les pénalités sont dues au 1<sup>er</sup> euro.

Les pénalités et retenues dont le titulaire serait redevable sont déduites du montant hors taxes de la facture. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

## **Article 15 – La sous-traitance**

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Le titulaire, s'il envisage de recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, doit obligatoirement en informer l'organisme coordonnateur qui doit agréer les conditions de paiement du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article L.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

En tout état de cause, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de l'ensemble des membres du groupement.

Si le montant des prestations confiées au sous-traitant est supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par l'organisme dans les conditions fixées aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique

## **Article 16 – Les Responsabilités / Assurances / Confidentialités / Données à caractère personnel**

### 16.1 - Responsabilités

Le titulaire de l'accord cadre assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable des conséquences des faits et actes, commis, soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés.

Toutefois, cette responsabilité ne saurait être recherchée lorsqu'il est établi notamment :

- Que les prestations ont été rendues impossibles par le fait du pouvoir adjudicateur ;
- Que les prestations effectuées ont été rendues inefficaces par des causes étrangères au titulaire telles que la mauvaise utilisation des installations objet des prestations, la détérioration ou la destruction par un tiers de ces installations à l'insu du pouvoir adjudicateur
- Un élément de force majeure.

### 16.2 - Assurances

Le titulaire est responsable des conséquences des faits et actes, commis, soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion de l'occupation des locaux, ainsi que plus généralement à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés. A ce titre, le titulaire s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir de manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, cette responsabilité et à payer les primes correspondantes.

Le titulaire s'engage à justifier la régularité de sa situation, avant tout commencement d'exécution et puis lors de toute demande de l'organisme, par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

### 16.3 – Confidentialité des données

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles toutes les informations qu'il pourrait recueillir à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Le personnel du titulaire est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte des différents organismes.

Le titulaire s'interdit tout usage personnel des données de base, des fichiers et des résultats de traitement, sans l'autorisation expresse de la Caf concernée.

D'une manière générale, les documents ou informations confiés dans le cadre de cet accord-cadre ainsi que les états et les documents provenant de leur traitement par le titulaire sont traités sous la plus stricte confidentialité.

Le titulaire s'engage, par ailleurs à respecter le règlement général sur la protection des données (Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016) dit RGPD.

## 16.4 – Traitement des données à caractère personnel

Le candidat est invité à se référer à l'annexe « Protection des données à caractère personnel » jointe aux documents de la consultation (modèle de Convention RGPD décrite en « projet » lors de la publication) et qui sera à compléter en son article 10 et à signer par l'attributaire, sous peine de rejet de son offre.

## **Article 17 – Les obligations de neutralité et laïcité**

Le titulaire et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur site, sont soumis au règlement intérieur de l'organisme dont relève le site, et notamment aux dispositions relatives à la neutralité et laïcité.

Il est rappelé au titulaire du marché qu'il est de sa responsabilité de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande dans le cadre du marché.

Si nécessaire, le titulaire du marché peut obtenir communication de ce règlement sur simple demande.

## **Article 18 – La constatation de l'exécution et garantie**

### 18.1 - Opérations de vérifications-décisions après vérifications

Par dérogation à l'article 28 du CCAG, la vérification des prestations est effectuée par l'EGOC sur la base :

1. du questionnaire du titulaire en fin de formation renseigné par le stagiaire,
2. du questionnaire de satisfaction du bénéficiaire renseigné par le stagiaire à la fin de la formation,
3. de la liste d'émargement des stagiaires.

Le formateur remettra à l'EGOC à l'issue de la formation ces documents originaux.

Le bénéficiaire procède aux opérations d'admission de la prestation au regard des résultats de l'ensemble de ces documents

### 18.2 - Garantie

Par dérogation à l'article 30 du CCAG PI, il n'est pas prévu de période de garantie.

## **Article 19 – Propriété Intellectuelle et Artistique**

Le prestataire s'engage à respecter le Code de la Propriété Intellectuelle dans le cadre de la réutilisation d'œuvres protégées pour toute conception de documents pédagogiques (articles L. 122-5 et L. 122-10).

Il sera fait application de l'option B prévue au chapitre V, article 25, du CCAG « Prestations intellectuelles ». Les dispositifs de formation et tous les livrables créés au cours du présent marché seront la propriété du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire du marché cède, avec l'ensemble des garanties de droit, tous les droits patrimoniaux qu'il détient ou détiendra sur tous les documents qu'il réalise dans le cadre du présent marché, pour une durée de 16 ans.

En application de l'article L 131-3 du Code de la propriété intellectuelle, les droits cédés comprennent les droits de reproduction, représentation, diffusion, et d'adaptation.

La rémunération des droits est incluse dans le paiement du marché.

## **Article 20 – L'annulation par le pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur pourra annuler une session de formation sans indemnité jusqu'à 15 jours calendaires avant le début de la prestation. Il en informera le titulaire par voie mail, avec accusé réception. Passé ce délai, en cas d'annulation, une indemnité de dédit de 5 % du montant de la formation annulée sera versée à la demande du titulaire.

## **Article 21 – L'annulation par le titulaire**

L'annulation d'une session par le titulaire impose à celui-ci de rembourser les éventuels frais engagés par les Caf ou l'EGOC (frais réservation salle, réservation hôtelière...), sur présentation des justificatifs.

Le titulaire s'engage à proposer à l'EGOC une nouvelle programmation de la prestation (dans un délai de 3 mois maximum).

## **Article 22 – L'annulation, report ou évolutions du fait de crise(s) sanitaire(s)**

En cas de confinement ou de mesures gouvernementales liés une crise sanitaire (ex. suite à l'épidémie du virus COVID 19...), la mise en œuvre des prestations du lot prévues en présentiel pourra être adaptée sur les conditions de mise en œuvre (prix, organisation, ...) : - Report des formations - Formation à distance type classe virtuelle sous teams.

## **Article 23 – Le changement dans la situation du titulaire**

### 23.1 - Changement sans création d'une nouvelle personne morale

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec avis de réception à la Caf.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

### 23.2 - Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire ...), il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire. Des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces

légalles relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, ou une copie de l'extrait du journal d'annonces légales, un nouveau RIB seront à fournir.

La Caf vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers, techniques et professionnels lui permettant d'assurer la continuité du marché. Il s'assure de la production des documents prévus qui avait été demandé au titulaire avant l'attribution du marché.

## Article 24 – Résiliation

L'organisme coordonnateur pourra résilier l'accord-cadre dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG – PI.

En complément, le présent accord-cadre sera résilié de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir des formalités judiciaires, en cas de :

- Non-respect des obligations fiscales et sociales ;
- Condamnation judiciaire ;

La résiliation entraînera l'arrêt immédiat par la Caf des versements et le remboursement par le prestataire des sommes trop perçues au prorata mensuel de la durée de résiliation avant terme. La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

## Article 25 – Litiges

Le présent marché est soumis au Droit français.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG PI. En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre, présent CCAP, la juridiction compétente sera le Tribunal civil compétent du ressort de la Caf d'Ille-et-Vilaine.

## Article 26 – Dérogations au C.C.A.G-PI

Le présent CCAP déroge au CCAG-PI notamment sur les points suivants :

Articles du CCAP dérogatoire	Articles du CCAG – PI visés par la dérogation	Nature de la dérogation
Article 14	Article 14	Pénalités
Article 14.3	Article 14	Règles générales relatives à l'application des pénalités
Article 18.1	Article 28	Opérations de vérifications-décisions après vérifications
Article 18.2	Article 30	Garantie

-:-